



Ville de Wissous

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf septembre à 20 heures 8 minutes, le Conseil Municipal de la Ville de Wissous, légalement convoqué le vingt-deux septembre deux mille vingt-deux s'est réuni à l'Espace culturel Antoine de Saint Exupéry, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Florian GALLANT, Maire.

### **Présents en début de séance :**

Monsieur Florian GALLANT, Maire de Wissous.

Messieurs Gilles GARNIER, Pierre SEGUIN, Frédéric VANNSON, Mesdames Pascale TOULY, Catherine ROCHARD, Adjointes au Maire.

Mesdames Léna COCO, Stéphanie GASPARD, Monsieur Xavier NGUYEN, Mesdames Karine THIOUX, Sandrine OLIVEIRA DA COSTA, Monsieur Régis CHAMP, Madame Katleen ALBERTINI, Monsieur Jean-Luc TOULY, Mesdames Wendy LONCHAMPT, Jacqueline LAQUAIS, Céline SUEUR, Monsieur Philippe DE FRUYT, Madame Chantal CORENWINDER, Messieurs Olivier PERROT, Cyrille TELMAN, Madame Ligia JARDIM, Conseillers Municipaux.

### **Absents ayant donné procuration :**

Madame Françoise FERNANDES, Adjointe au Maire a donné procuration à Monsieur Gilles GARNIER, Madame Corinne GUYOT, Adjointe au Maire a donné procuration à Madame Catherine ROCHARD, Monsieur Jorge OLIVEIRA DA COSTA, Conseiller Municipal a donné procuration à Madame Sandrine OLIVEIRA DA COSTA,

Monsieur Stéphane ROBERT, Conseiller Municipal a donné procuration à Monsieur Régis CHAMP, Monsieur François-Xavier BEORCHIA, Conseiller Municipal a donné procuration à Monsieur Xavier NGUYEN,

Madame Bernadette BARBEAU, Conseillère Municipale a donné procuration à Madame Chantal CORENWINDER,

Monsieur François CORRIERI, Conseiller Municipal a donné procuration à Monsieur Philippe DE FRUYT.

### **Arrivé en cours de séance :**

Monsieur Stéphane ROBERT, Conseiller Municipal arrivé à 21h44.

### **Secrétaire de séance :**

Madame Léna COCO, Conseillère Municipale

→ Éluë à l'unanimité

### **Secrétaires adjointes :**

Madame Sylvie ARDELLIER – Directrice Générale des Services,

Madame Laurie DELLAVALLE

→ Éluës à l'unanimité

<b><u>VOTE</u></b>		<b>Délibération n°10</b>
<b>DEFAVORABLE</b>	<b>29</b>	<b><u>OBJET</u> : Avis du Conseil Municipal sur la demande d'enregistrement d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement présentée par la société GEP RUNGIS LOGISTICS (France) SCI</b>
<b>FAVORABLE</b>	<b>-</b>	
<b>Abstention</b>	<b>-</b>	
	<b>----</b>	
<b>Total</b>	<b>29</b>	

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment les articles R.512-14 et suivants,

**Vu** le décret n°77 du 21 septembre 1977, article 2 et 3 relatifs aux installations classées et la protection de l'environnement,

**Vu** la demande par laquelle la société GEP RUNGIS LOGISTIC (France) SCI, situ Lindbergh à RUNGIS (94150), sollicite l'autorisation d'exploiter à la même adresse, des activités de logistique urbaine relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, soumise à enregistrement,

**Vu** la commission urbanisme/travaux et voirie réunie le 26 septembre 2022,

**Considérant** que cette activité installée sur le territoire de la Commune de RUNGIS, n'aura pas d'impact sur le territoire de la Commune mais que néanmoins la Ville de Wissous ne connaît pas l'impact sur le trafic des poids-lourds ni le nombre qui la traversera,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**Article 1 :** **DECIDE** d'émettre un avis **DEFAVORABLE** afin que la Société GEP RUNGIS LOGISTIC (France) SCI, exploite son activité au 2 avenue Charles Lindbergh à RUNGIS.

**Article 2 :** **AMPLIATION** de la présente délibération sera transmise à :

- La Sous-Préfecture de Palaiseau,
- La Préfecture du Val-de-Marne – Bureau de l'Environnement et des Procédures d'utilité publique.

**Article 3 :** **DIT** qu'en application des articles R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, les personnes qui s'estiment fondées à contester la présente décision, disposent, pour en demander l'annulation, d'un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification :

- soit par recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Wissous
- soit par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, situé 56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES
- soit par recours de manière dématérialisée par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

L'absence d'une réponse au recours gracieux dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date du dépôt du recours, vaut décision implicite de rejet.

Ces délais de recours ne font pas obstacle à l'exécution de la décision.

**POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,**



**Florian GALLANT**  
Maire de Wissous

Certifié exécutoire,

Transmission en Sous-Préfecture le - **3 OCT. 2022**

Affichage le ... - **3 OCT. 2022**